

SPAE
6 Avenue de l'Europe
BP 70634 – 60006 BEAUVAIS
60006 Beauvais

Beauvais, le 11/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SCEA DE LA BELLE PROVINCE

70 rue Principale
Bois de la Haye Heudier
60380 Ernemont-Boutavent

Références : DDPP60-2025-02392
Code AIOT : 0056000512

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/07/2025 dans l'établissement SCEA DE LA BELLE PROVINCE implanté 70 rue Principale Bois de la Haye Heudier 60380 Ernemont-Boutavent. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCEA DE LA BELLE PROVINCE
- 70 rue Principale Bois de la Haye Heudier 60380 Ernemont-Boutavent
- Code AIOT : 0056000512
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SCEA La belle province est un élevage canin bénéficiant d'un arrêté préfectoral d'autorisation en date du 15 janvier 2007. L'établissement est autorisé pour un effectifs de 450 chiens de plus de 4 mois et classé sous la rubrique 2120-1 de la nomenclature des ICPE. Le site est éloigné des tiers.

Contexte de l'inspection :

- Plainte
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Élevages Stockage
- Fertilisation

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Taille	Décret du 03/12/2021, article 2120	Demande d'action corrective	3 mois
2	Règles d'implantation	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 4	Demande d'action corrective	3 mois
4	Collecte des effluents	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 7	Demande d'action corrective	3 mois
5	Aménagement des locaux-Imperméabilité-Etanchéité	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 8	Demande d'action corrective	3 mois
6	Aménagement des locaux-Imperméabilité-Etanchéité	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 8	Demande d'action corrective	3 mois
11	Ventilation-Odeurs-Poussières	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 15	Demande d'action corrective	3 mois
12	Traitement des effluents	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 16	Demande d'action corrective	3 mois
13	Rejet direct d'effluents	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 17	Demande d'action corrective	3 mois
14	Conditions d'épandage des effluents	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 21	Demande d'action corrective	3 mois
15	Plan d'épandage	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 21	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
16	Entretien des installations	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 22	Demande d'action corrective	3 mois
17	Entretien des installations	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 22	Demande d'action corrective	3 mois
18	Entretien des installations	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 22	Demande d'action corrective	3 mois
19	Entretien des installations	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 22	Demande d'action corrective	3 mois
20	Entretien des installations	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 22	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
21	Elimination des déchets	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 24	Demande d'action corrective	3 mois
23	Prévention des incendies	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 26	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
25	Affichages de sécurité	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 26	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
26	Accessibilité incendie et	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 26	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	secours			
27	Cahier d'épandage	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 27	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Intégration dans le paysage	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 6	Sans objet
7	Collecte des eaux de nettoyage	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 10	Sans objet
8	Eau des toitures	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 11	Sans objet
9	Prévention de la fuite des chiens	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 13	Sans objet
10	Bruit	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 14	Sans objet
22	Animaux morts	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 25	Sans objet
24	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 26	Sans objet
28	Accords d'épandage	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 27	Sans objet
29	Cessation d'activité	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 31	Sans objet
30	Déclaration de cessation d'activité	Code de l'environnement du 08/07/2024, article R512-39-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

De nombreuses non conformités ont été relevées. Un grand défaut de nettoyage-désinfection. Non respect des normes d'épandages. Le site est mal entretenu et nécessite des réfections. Le registre d'entrée-sortie n'est pas à jour. Les non-conformités sont récurrentes et l'exploitant a déjà été mis en demeure par arrêté préfectoral du 23 octobre 2009.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Taille

Référence réglementaire : Décret du 03/12/2021, article 2120
Thème(s) : Élevage, Effectif
Prescription contrôlée :

Nombre de chiens de plus de 4 mois
Constats : L'inspection a comptabilisé 149 chiens de plus de 4 mois et 67 chiots. Le registre d'entrée-sortie n'est pas à jour.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le registre d'entrée-sortie doit être complété.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Règles d'implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 4
Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement
Prescription contrôlée : Les parcs d'ébat, de travail et d'élevage sont implantés sur des terrains de nature à supporter les animaux en toutes saisons, maintenus en bon état, et de perméabilité suffisante pour éviter la stagnation des eaux. Toutes les précautions sont prises pour éviter l'écoulement direct de boues et d'eau polluée vers les cours d'eau, le domaine public et les terrains des tiers.
Constats : Les parcs d'ébat sont pour certains végétalisés correctement (n°10, 11,12 du plan annexé). Certains sont empierrés (n°2 du plan annexé), on aperçoit du bois détérioré en provenance des niches qui sont dégradées. Le jour de l'inspection, les parcs étaient secs. Dans ces parcs, des pierres sont tranchantes pouvant être la source de blessures pour les chiens présents.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les niches doivent être réparées ou changées avec des matériaux permettant un nettoyage-désinfection efficace.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Intégration dans le paysage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 6
Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.
Constats :

L'exploitation est clôturée par des bâtiments, des murs en briques et des haies.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Collecte des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 7
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Le réseau de collecte des effluents est maintenu en bon état de fonctionnement.
Constats : Dans la partie chenil en box, les caniveaux sont sales et par endroits dégradés (fissures, béton cassé), ce qui facilite la stagnation des effluents.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les caniveaux doivent être réparés et nettoyés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Aménagement des locaux-Imperméabilité-Etanchéité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 8
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Tous les sols des bâtiments d'élevage et des annexes, toutes les installations d'évacuation (canalisations, y compris celles permettant l'évacuation des effluents vers les ouvrages de stockage et de traitement, etc.) ou de stockage des effluents sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité. La pente des sols des bâtiments d'élevage ou des installations annexes permet l'écoulement des effluents vers le système d'assainissement. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux sols des parcs d'ébat, de travail et d'élevage.
Constats : Dans les chenils en box (n°6, 7 et 8 du plan annexé) des sols sont dégradés, ne permettant pas un nettoyage efficace et un acheminement total des effluents vers les caniveaux. Dans l'enclos n°15 du plan annexé, le sol de l'enclos est en terre avec des débris de pierres et de carrelages pouvant être la source de blessures pour le chien présent.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit procéder à la réfection des sols. Les pierres pouvant être risque de blessures pour les chiens et les gravats doivent être retirés des parcs.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Aménagement des locaux-Imperméabilité-Etanchéité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 8
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : A l'intérieur des bâtiments d'élevage, le bas des murs est imperméable et maintenu en parfait état d'étanchéité sur une hauteur d'un mètre au moins.
Constats : Le bas des murs des chenils (n°1, 6, 7, 8, 9, 10 et 11 du plan annexé) n'est pas étanche (parpaings bruts) ne permettant pas un nettoyage-désinfection efficace.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Procéder à l'étanchéité des murs.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Collecte des eaux de nettoyage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 10
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Toutes les eaux de nettoyage nécessaires à l'entretien des bâtiments et des annexes et les eaux susceptibles de ruisseler sur les aires bétonnées sont collectées par un réseau étanche et dirigées vers le système d'assainissement des effluents.
Constats : Les eaux de nettoyage sont dirigées vers une fosse puis une pompe de relevage les renvoie vers un terte filtrant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Eau des toitures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 11
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Le réseau de collecte doit être de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées. Les eaux de pluie provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière

ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier.
Constats :
Les eaux de pluie sont collectées par des gouttières et pour partie au niveau des chenils en box (n°6, 7 et 8 du plan annexé) sont rejetés dans la mare et pour les autres vont dans le milieu naturel.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Prévention de la fuite des chiens

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 13
Thème(s) : Élevage, Sécurité
Prescription contrôlée :
Toutes mesures sont prises dans toutes les parties de l'installation pour éviter la fuite des animaux (conception et hauteur des clôtures, murs et cloisons,...). Des moyens de capture appropriés sont tenus à disposition dans l'établissement, en tant que de besoin.
Constats :
Le site est entièrement clos.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 14
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée :
L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.
Toutes les précautions sont prises pour éviter aux animaux de voir directement la voie publique ou toute sollicitation régulière susceptible de provoquer des aboiements, à l'exclusion de celles nécessaires au bon fonctionnement de l'installation.
Constats :
Le site est isolé et les chiens n'ont pas de vue directe sur la voie publique. L'exploitation est entourée de haies et de murs.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Ventilation-Odeurs-Poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 15

Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Les bâtiments d'élevage sont ventilés de manière efficace et permanente. L'exploitant prend des dispositions pour atténuer les émissions d'odeurs, de gaz ou de poussières susceptibles de créer des nuisances de voisinage.
Constats : Dans les maternités (n°13 et 14 du plan annexé), la ventilation n'est pas efficace. On note la présence de forte odeur d'ammoniaque.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le système de ventilation doit être revu pour qu'associer à un nettoyage-désinfection efficace soit atténuée les odeurs d'ammoniaque. De plus, le système de ventilation doit être dépoussiéré et nettoyé régulièrement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Traitement des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 16
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Les effluents (solides et liquides) de l'installation sont traités : - soit dans un système d'assainissement individuel (du type fosse septique étanche, fosse à tranchée filtrante,...) dans les conditions prévues à l'article 18, sans préjudice des dispositions de la réglementation en vigueur concernant ces systèmes, et notamment des dispositions de l'arrêté ministériel du 6 mai 1996 et dans le respect des recommandations du service public d'assainissement non collectif ; - soit sur un site spécialisé (centre d'enfouissement, centre de compostage,...) dans les conditions prévues à l'article 19 ; - soit dans une station d'épuration propre à l'installation, dans les conditions prévues à l'article 20 ; - soit par épandage sur des terres agricoles, conformément aux dispositions de l'article 21 ; - soit par tout autre moyen équivalent autorisé par le préfet.
Constats : Les effluents liquides sont traités par un tertre filtrant. Les effluents solides sont composés de paille et d'excréments canins et épandus sans respect des dispositions liées à l'épandage.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les règles liées à l'épandage doivent être respectées et notamment les périodes d'interdiction d'épandage. Le fumier doit être stocké dans la fumière prévue à cet effet.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Rejet direct d'effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 17
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Tout rejet direct d'effluents dans le milieu naturel est interdit.
Constats : Les effluents solides composés de paille et de déjections sont épandus directement sur la parcelle appartenant à la SCEA. Cependant, l'épandage se fait aussi lors des périodes d'interdiction d'épandage. De plus, les effluents solides devraient être mis dans la fumière prévue à cette effet avant épandage. Il a été constaté que la fumière sert au stockage de matériels et non au fumier.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La fumière doit être vidée des matériels et des matériaux stockés afin de l'utiliser pour stocker le fumier.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 14 : Conditions d'épandage des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 21
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : 1. Les effluents d'élevage de l'exploitation peuvent être soumis à une épuration naturelle par le sol et son couvert végétal, dans les conditions précisées ci-après : - les apports azotés, toutes origines confondues (effluents d'élevage, effluents d'origine agroalimentaire, engrais chimique ou autres apports azotés d'origine organique ou minérale), sur les terres faisant l'objet d'un épandage, tiennent compte de la nature particulière des terrains et de la rotation des cultures ; - la fertilisation doit être équilibrée et correspondre aux capacités exportatrices de la culture ou de la prairie concernée ; - en aucun cas la capacité d'absorption des sols ne doit être dépassée, de telle sorte que ni la stagnation prolongée sur les sols, ni le ruissellement en dehors du champ d'épandage, ni une percolation rapide vers les nappes souterraines ne puissent se produire ; - la fertilisation azotée organique est interdite sur toutes les légumineuses sauf la luzerne et les prairies d'association graminées-légumineuses ; - les distances minimales entre, d'une part, les parcelles d'épandage des effluents et, d'autre part, toute habitation des tiers ou tout local habituellement occupé par des tiers, les stades ou les terrains de camping

agréés, à l'exception des terrains de camping à la ferme, sont fixées à 100 mètres. En dehors des périodes où le sol est gelé, les épandages sur terres nues des effluents sont suivis d'un enfouissement.
Constats : Aucun calcul de fertilisation n'est fait.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Un calcul de fertilisation doit être fait. Un bilan de fumure prévisionnel ainsi qu'un cahier d'épandage doivent être établis.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 15 : Plan d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 21
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : 2. Tout épandage est subordonné à la production d'un plan d'épandage. Ce plan définit, en fonction de leur aptitude à l'épandage, les parcelles qui peuvent faire l'objet d'épandage d'effluents organiques. Il doit démontrer que chacune des parcelles réceptrices, y compris celles mises à disposition par des tiers, est apte à permettre la valorisation agronomique des effluents. Le plan d'épandage comporte au minimum les éléments suivants : - l'identification des parcelles (références cadastrales ou tout autre support reconnu, superficie totale et superficie épandable) regroupées par exploitant ; - l'identité et l'adresse de l'exploitant et des prêteurs de terres qui ont souscrit un contrat écrit avec l'exploitant ; - la localisation sur une représentation cartographique à une échelle comprise entre 1/12 500 et 1/5 000 des parcelles concernées et des surfaces exclues de l'épandage en les différenciant et en indiquant les motifs D'exclusion ; - les systèmes de culture envisagés (cultures en place et principales successions) ; - la nature, la teneur en azote avec indication du mode d'évaluation de cette teneur (analyses ou références) et la quantité des effluents qui seront épandus ; - les doses maximales admissibles par type d'effluent, de sol et de culture en utilisant des références locales ou toute autre méthode équivalente ; - le calendrier prévisionnel d'épandage rappelant les périodes durant lesquelles l'épandage est interdit ou inapproprié. Dans les zones vulnérables, ces périodes sont celles définies par le programme d'action pris en application du décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001 susvisé. L'ensemble de ces éléments est présenté dans un document de synthèse tenu à disposition de l'inspecteur des installations classées.

Toute modification notable du plan d'épandage doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet.
Constats : L'exploitant ne dispose pas d'un plan d'épandage.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Un plan d'épandage doit être établi. L'exploitant peut se faire aider d'un bureau d'étude. Ce plan d'épandage doit être transmis à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 16 : Entretien des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 22
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : L'ensemble du site doit être maintenu en parfait état d'entretien (peinture, plantations, engazonnement...).
Constats : L'inspection note un défaut d'entretien dans certaines parties de l'installation notamment certains parcs d'ébat ne sont pas engazonnés. Des problèmes de ventilations défaillantes sont constatés dans les salles.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 17 : Entretien des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 22
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : L'ensemble des bâtiments et des annexes est maintenu propre et régulièrement nettoyé, conformément au plan de nettoyage et de désinfection présenté dans le dossier initial d'autorisation. Les sols et les murs des bâtiments d'élevage sont nettoyés chaque jour et désinfectés régulièrement.
Constats : Les murs pour la plupart sont sales et démontrent que le nettoyage et la désinfection ne sont pas faits chaque jour. Des excréments moisies sont retrouvés dans certains parcs. Dans le bâtiment 3 du plan annexé, une planche de pacoplatre est détériorée, des morceaux de cette plaque gisent sur le sol.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Procéder au nettoyage et à la désinfection de l'ensemble des box et parcs. Respecter le plan de nettoyage-désinfection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 18 : Entretien des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 22
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Les niches dans lesquelles sont placés les animaux sont construites en matériaux durs, résistants aux chocs, faciles à entretenir et à désinfecter.
Constats : Les niches utilisées devant les bâtiments 2 et 3 du plan annexé sont en bois. Elles sont pour la plupart détériorées (planchers cassés, palettes en bois cassées devant les niches). Les niches sont sales et aucun nettoyage-désinfection ne peut être fait correctement au vu de la porosité du bois.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les niches doivent être réparées ou changées avec des matériaux permettant un nettoyage-désinfection efficace.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 19 : Entretien des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 22
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Dans le cas de l'utilisation de litière, celle-ci est entretenue de façon à ne pas provoquer de nuisances (les déjections solides sont enlevées chaque jour).
Constats : Pour les bâtiments, 2, 3, 4, 13 et 14 du plan annexé, l'exploitant utilise de la paille qui dit être changée quotidiennement. Au vu du nombre d'excréments présents, l'exploitant ne respecte pas son plan de nettoyage. De plus, de la paille souillée est retrouvée dans les allées entre les enclos à l'intérieur des salles.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit respecter son plan de nettoyage-désinfection et éviter l'envol de la paille dans les allées.
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 20 : Entretien des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 22
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : L'exploitant lutte contre la prolifération des insectes et des rongeurs aussi souvent que nécessaire. Un registre des traitements effectués est tenu à jour et mis à la disposition de l'inspection.
Constats : Un rouleau collant pour les mouches est présent dans la salle de préparation des repas. Le registre d'intervention devra être transmis à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 21 : Elimination des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 24
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Les déchets non dangereux (bois, papier, verre, textile, plastique, caoutchouc, etc.) et non souillés par des produits toxiques ou polluants peuvent être récupérés, valorisés ou éliminés dans des installations autorisées. Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.
Constats : Divers matériels usagés, gravats, seaux en plastique... sont laissés à divers endroits y compris dans les parcs d'ébat des chiens. Des congélateurs usagés sont stockés dans un bâtiment servant de niche au chien.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'ensemble des déchets doit être trié et envoyé vers des filières dédiées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 22 : Animaux morts

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 25
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Les animaux morts sont entreposés et enlevés par l'équarrisseur ou détruits selon les modalités

<p>prévues par le code rural.</p> <p>En vue de leur enlèvement, les animaux morts sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé conformément aux modalités prévues par le code rural, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés à température négative dans un récipient étanche et fermé, destiné à ce seul usage et identifié.</p>
<p>Constats :</p> <p>Animaux morts enlevés par l'équarrisseur. Le dernier bordereau de reprise date du 23/04/2025. Les cadavres sont placés dans un congélateur étanches et fermés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 23 : Prévention des incendies

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 26</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Sécurité-incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations techniques (gaz, chauffage, fuel) et électriques sont réalisées conformément aux dispositions des normes et réglementations en vigueur.</p> <p>Toutes les installations électriques sont entretenues en bon état et sont contrôlées, après leur installation ou leur modification, par une personne compétente au moins tous les trois ans. Lorsque l'exploitant emploie du personnel, la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications sont fixés conformément au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 pris pour l'exécution des dispositions du livre II du code du travail.</p> <p>Les rapports de vérification et les justificatifs de la réalisation des travaux rendus nécessaires suite à ces rapports sont tenus à la disposition des organismes de contrôle et de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas effectué le contrôle de la conformité électrique qui doit avoir lieu tous les ans puisque des salariés sont présents sur le site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet la date de passage de la société pour la conformité électrique. Le rapport sera transmis à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 24 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 26
Thème(s) : Élevage, Sécurité-incendie
Prescription contrôlée : L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none">- d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux,...) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre ;- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local. Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Les rapports de vérification sont tenus à la disposition de l'inspection. Des moyens complémentaires de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.
Constats : Le jour de l'inspection, les extincteurs n'avaient pas fait l'objet d'une vérification. L'exploitant a communiqué le rapport de vérification qui a eu lieu le 24 juillet 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 25 : Affichages de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 26
Thème(s) : Élevage, Sécurité-incendie
Prescription contrôlée : Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment principal, des consignes précises indiquant notamment : <ul style="list-style-type: none">- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112, ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'établissement.
Constats : Les numéros d'urgence ne sont pas affichés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Une fois l'affichage réalisé, l'exploitant transmettra une photo à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 26 : Accessibilité incendie et secours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 26
Thème(s) : Élevage, Sécurité-incendie
Prescription contrôlée : L'installation doit être accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Elle est desservie, sur au moins une face, par une voie-engin.
Constats : L'accès à la mare servant à la défense incendie est dégagé. Les poteaux d'incendie sont envahis par les orties.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 27 : Cahier d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 27
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : L'enregistrement des pratiques de fertilisation azotée est réalisé par la tenue à jour d'un cahier d'épandage pour chaque parcelle ou îlot cultural, y compris pour les parcelles mises à disposition par des tiers. Par îlot cultural, on entend un regroupement de parcelles homogènes du point de vue de la culture concernée, de l'histoire culturale (notamment pour ce qui concerne les successions et les apports organiques) et de la nature du terrain. Le cahier d'épandage regroupe les informations suivantes relatives aux effluents d'élevage issus de l'exploitation : <ul style="list-style-type: none"> - le bilan global de fertilisation ; - l'identification des parcelles (ou îlots) réceptrices épandues ; - les superficies effectivement épandues ; - les dates d'épandage ; - la nature des cultures ; - les volumes par nature d'effluent et les quantités d'azote épandues, en précisant les autres apports d'azote organique et minéral ; - le mode d'épandage et le délai d'enfouissement ; - le traitement mis en oeuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe).
Constats : L'exploitant ne tient pas de cahier d'épandage.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le cahier d'épandage doit être fait et présenté à l'inspection lors d'une prochaine visite.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 28 : Accords d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 27
Thème(s) : Élevage, Pollution
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En outre, chaque fois que des effluents produits par une installation sont épandus sur des parcelles mises à disposition par des tiers, le cahier d'épandage comprend l'accord ou le contrat passé entre les deux parties ainsi qu'un bordereau cosigné par le producteur des effluents et le destinataire. Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage ; il comporte l'identification des parcelles réceptrices, les volumes par nature d'effluent et les quantités d'azote épandues. Le cahier d'épandage est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant envisage de passer par un tiers pour épandre le fumier.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans ce cas, un plan d'épandage doit être transmis à l'inspection. De plus, une convention doit être signée entre l'exploitant et le preneur tiers. Des bordereaux d'enlèvement doivent formaliser à chaque reprise du fumier.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 29 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article 31
Thème(s) : Élevage, Pollution
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsqu'une installation cesse l'activité au titre de laquelle elle était autorisée, son exploitant en informe le préfet au moins trois mois avant l'arrêt définitif. La notification de l'exploitant indique les mesures de remise en état prévues ou réalisées. L'exploitant remet en état le site de sorte qu'il ne s'y manifeste plus aucun danger et inconvénient.</p> <p>En particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets sont valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ; - les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux sont vidées, nettoyées, dégazées et, le cas échéant, décontaminées. Elles sont si possible enlevées, sinon, et dans le cas spécifique des cuves enterrées et semi-enterrées, elles sont rendues inutilisables par remplissage avec un matériau solide inerte.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a informé l'inspection des installations classées d'une possible cessation d'activité fin 2026. Si tel est le cas, l'exploitant devra se rapprocher d'un bureau d'étude afin de réaliser sa cessation d'activité, et ce, en amont de la date de cessation tel que prescrit dans cet article.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 30 : Déclaration de cessation d'activité

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/07/2024, article R512-39-1</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Dossier</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :</p> <p>1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;</p> <p>2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;</p> <p>3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;</p> <p>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.</p> <p>III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a informé l'inspection des installations classées d'une possible cessation d'activité fin 2026. Si tel est le cas, l'exploitant devra se rapprocher d'un bureau d'étude afin de réaliser sa cessation d'activité, et ce, en amont de la date de cessation tel que prescrit dans cet article.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>